

Crises ou Mutation ?

Exposé de Bernard Kervella, Attac 92 Colombes, le mercredi 16 janvier 2013

Introduction :

S'agit-il d'une crise, de crises ou d'une mutation, question difficile

Les notions de crise, de révolution, de mutation font partie du vocabulaire courant des sociologues, comme des économistes (crise économique, révolution industrielle, mutation technologique) ou des historiens sans toujours être bien définis. Retour sur ces trois concepts qui n'épuisent sans doute pas le changement historique. Avant d'aborder cette question il convient d'examiner la situation actuelle

L'année 2012 se termine comme elle avait commencé, sans perspective de reprise financière, avec son lot de guerres meurtrières, de crises boursières, de pauvreté et de misère, de chômage, de révolte, de manifestations et de dépression économique, du moins de ce côté-ci du Pacifique. L'année 2012 aura vu s'approfondir les conditions de la crise économique générale du système impérialiste mondiale. La concentration de la richesse financière s'est poursuivie et aujourd'hui, à l'aube d'une nouvelle année, une poignée d'individus, une fraction de 1% de la population mondiale, détient en propriété privée plus de 20 % des richesses – du capital – de l'humanité. Ce processus de concentration monopolistique s'accroîtra encore cette année – repoussant davantage les fractions intermédiaires des capitalistes vers la périphérie du grand marché financier international et boutant les travailleurs vers les agences de chômage

Cette concentration financière se fera au dépend des petits capitalistes nationaux, des sous-traitants, des artisans, des grossistes et distributeurs locaux et de la petite bourgeoisie d'affaires et du commerce qui, faute de pouvoir résister à cette poussée, se retourneront pour spolier davantage la classe dite « moyenne », surtout les travailleurs – producteurs de toutes les richesses sociales – et enfin contre toutes les couches de la population indignée... impuissantes.

En France pas un jour ou presque sans l'annonce d'un nouveau plan social. Les grands groupes et leurs sous-traitants sont en première ligne. Le phénomène pourrait s'accroître, emportant dans son sillage de nombreuses PME. Cette année, entre 20 000 et 30 000 emplois pourraient disparaître chez les constructeurs et équipementiers automobiles, selon une étude de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC.

Les autres branches ne sont pas en reste. Décolletage en Rhône-Alpes, verrerie en Haute-Normandie ou encore textile dans le Nord-Pas-de-Calais... Le tissu industriel français est fortement touché par la crise. S'il est trop tôt pour diagnostiquer une désindustrialisation massive, on peut cependant craindre que le secteur ne sorte « très mal en point » de ce repli économique. On constate aussi les premiers effets sur le dernier cycle, à savoir, la société électronique : les fermetures de Surcouf, Virgin et peut être demain la FNAC . Les difficultés ne datent pas de la crise actuelle. Entre 2000 et 2007, l'emploi industriel a marqué un recul de plus de 10 %, note l'INSEE. Le phénomène apparaît cependant moins criant si l'on considère l'emploi dans les services à l'industrie, qui connaît, lui, « une montée en puissance », indique Jean-Luc Gaffard, directeur du département de recherche sur l'innovation et la concurrence à

l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Néanmoins, le recul est là. Il s'explique notamment par une hausse des gains de productivité. Si la part de la valeur ajoutée des branches industrielles dans le PIB est passée de 18,4 % à 12,1 % entre 1997 et 2007, cette tendance est toutefois largement due à la baisse des prix relatifs de l'industrie manufacturière, explique l'Institut national de la statistique. En volume, la part de leur valeur ajoutée est restée stable, autour de 17 %.

Certes, la France fait partie des derniers pays « à avoir une industrie capable de traiter tous les sujets », souligne Jean-Hervé Lorenzi, professeur à Paris-Dauphine et président du Cercle des économistes. Mais elle souffre d'« une perte de compétitivité » notable liée à « la faiblesse de l'investissement depuis dix à quinze ans ». Entre 2001 et 2007, ses parts de marché sont passées de 5,2 % à 4 %. En outre, alors que les pays nordiques injectent près de 3 % de leur richesse par an dans la recherche et le développement - objectif fixé par la stratégie de Lisbonne en 2000 - la France navigue autour des 2 % du PIB.

Hélas, nos dirigeants semblent totalement dépassés : ils sont incapables aujourd'hui de proposer un diagnostic juste de la situation et incapables, du coup, d'apporter des solutions concrètes, à la hauteur des enjeux. Tout se passe comme si une petite oligarchie intéressée seulement par son avenir à court terme avait pris les commandes.

"Un diagnostic juste" suppose une pensée capable de réunir et d'organiser les informations et connaissances dont nous disposons, mais qui sont compartimentées et dispersées.

Une telle pensée doit être consciente de l'erreur de sous-estimer l'erreur dont le propre, comme a dit Descartes, est d'ignorer qu'elle est erreur. Elle doit être consciente de l'illusion de sous-estimer l'illusion. Erreur et illusion ont conduit les responsables politiques et militaires du destin de la France au désastre de 1940 ; elles ont conduit Staline à faire confiance à Hitler, qui faillit anéantir l'Union soviétique.

Tout notre passé, même récent, fourmille d'erreurs et d'illusions, l'illusion d'un progrès indéfini de la société industrielle, l'illusion de l'impossibilité de nouvelles crises économiques, l'illusion soviétique et maoïste, et aujourd'hui règne encore l'illusion d'une sortie de la crise par l'économie néolibérale, qui pourtant a produit cette crise. Règne aussi l'illusion que la seule alternative se trouve entre deux erreurs, l'erreur que la rigueur est remède à la crise, l'erreur que la croissance est remède à la rigueur.

L'erreur n'est pas seulement aveuglement sur les faits. Elle est dans une vision unilatérale et réductrice qui ne voit qu'un élément, un seul aspect d'une réalité en elle-même à la fois une et multiple, c'est-à-dire complexe comme dirait Edgar Morin

Hélas. Notre enseignement qui nous fournit de si multiples connaissances n'enseigne en rien sur les problèmes fondamentaux de la connaissance qui sont les risques d'erreur et d'illusion, et il n'enseigne nullement les conditions d'une connaissance pertinente, qui est de pouvoir affronter la complexité des réalités. Notre machine à fournir des connaissances, incapable de nous fournir la capacité de relier les connaissances, produit dans les esprits myopies, cécités. Paradoxalement l'amoncellement sans lien des connaissances produit une nouvelle et très docte ignorance chez les experts et spécialistes, prétendant éclairer les responsables politiques et sociaux. Pire, cette docte ignorance est incapable de percevoir le vide effrayant de la pensée politique, et cela non seulement dans tous nos partis en France, mais en Europe et dans le monde.

Expliquer la crise actuelle dans le cadre des cycles de Kondratieff, on reviendra plus loin au cours de cet exposé sur l'explication de ces cycles, n'est pas la réduire à une causalité

unilatérale (l'inflation ou la dette) mais plutôt à une conjonction de processus qui épousent simplement des cycles générationnels (les nouveaux entrepreneurs de Schumpeter) mettant en œuvre de nouvelles technologies et une nouvelle organisation productive après le krach de la dette de la génération antérieure. Ce qui frappe, en effet ce sont les similitudes avec 1929 (ou 1789) même s'il y a aussi de grandes différences. En particulier, le rôle des inégalités dans la crise est très semblable. Ce que dit Joseph Stiglitz du prix des inégalités reprend ce que disaient déjà Eccles, Galbraith ou Livingston .ce n'est pas qu'on pourrait faire pour autant des inégalités l'unique déterminant du cycle et de sa crise finale. De plus si on doit inaugurer une nouvelle période de réduction des inégalités, ce serait une erreur de croire qu'elles sont exactement de même nature que dans les années 1930 et que les mêmes recettes pourraient s'y appliquer.

Il y a au moins deux différences majeures avec cette époque, c'est le déclin de l'industrie et de la nation que beaucoup regrettent sans beaucoup de raisons mais qui permettra de ne pas retomber dans les affres d'un nationalisme dont on a connu les ravages. De plus, il y a un certain nombre de différences avec la grande crise qui empêchent de calquer nos politiques sur celles de l'époque:

- Il ne peut y avoir de protectionnisme radical : Il y a de très bonnes raisons de défendre une plus grande dose de protectionnisme pour améliorer la stabilité de l'économie et de la vie locale mais le protectionnisme étant toujours réciproque, une économie exportatrice comme la nôtre risque d'y perdre plus que d'y gagner. Du moins, si un peu plus de protectionnisme peut permettre de limiter la casse dans certains cas, il est absolument impossible à une économie comme la nôtre de se couper de l'Europe pas plus que du reste du monde. La question de rester dans l'Euro paraît bien secondaire par rapport aux interdépendances géographiques renforcées depuis des années. Le protectionnisme ne peut pas être à la hauteur de ce qu'il faudrait pour avoir un effet notable sur le chômage (s'il ne l'aggrave pas!). D'accord donc pour exiger plus de protectionnisme, pas pour en faire une solution à la crise.

- Il ne suffit pas d'une politique keynésienne : On sera bien d'accord sur les ravages de l'austérité qui ne fait et qui ne fera qu'aggraver le problème par une récession diminuant les recettes fiscales et continuant ainsi à augmenter la dette. C'est le type même de la bêtise au pouvoir que des mobilisations sociales devraient pouvoir infléchir en forçant les dirigeants européens à sortir de logiques purement comptables. Ce n'est pas une raison pour croire qu'une politique keynésienne serait suffisante pour refaire partir la machine. La globalisation marchande est bien une réalité, par exemple pour les appareils numériques fabriqués en Chine. Cela entraîne un certain découplage du mécanisme keynésien quand la consommation des salariés ne correspond plus à la production des salariés du même pays (on avait déjà vécu cela avec les magnétoscopes japonais). Cela peut rendre inopérant une relance monétaire qui a de toutes façons ses limites. Si nous bénéficions de prix très inférieurs grâce à cette globalisation, cela produit en retour une mise en concurrence du coût du travail et des systèmes de protection sociale. Il n'y a pourtant aucune chance de s'y soustraire, rapport au point précédent (sauf au niveau local peut-être), d'autant plus avec le développement du commerce en ligne.

- L'industrie ne retrouvera plus les niveaux d'emploi du passé : Il ne s'agit pas de nier la nécessité de garder nos industries mais on est consterné par l'attention quasi exclusive qui lui est réservée alors que ses effectifs ne peuvent que diminuer encore comme ceux de l'agriculture avant. Les grandes envolées sur la ré-industrialisation ne sont que du vent. L'avenir de l'industrie est probablement pour partie dans la production au plus près des

consommateurs, mais avec des usines automatisées. Difficile pour les vieux marxistes nostalgiques des grands centres industriels d'admettre que l'essentiel désormais se passe dans les services et l'immatériel. Surtout, alors qu'on met en vedette quelques milliers d'emplois industriels perdus, ce sont des millions de précaires qu'on laisse dans la misère car ce ne sont pas seulement des emplois qu'on perd avec l'industrie mais un type de salariat et de protections sociales, liées à l'entreprise, dont sont exclus de plus en plus de travailleurs précaires. Non seulement la focalisation sur la ré-industrialisation est une erreur de stratégie (refaire la dernière guerre) mais c'est aussi ce qui empêche une refonte des protections sociales sur d'autres bases, plus individuelles et universelles et surtout mieux adaptées au travail immatériel et autonome.

- La concurrence des pays les plus peuplés va être de plus en plus forte : On a l'impression parfois que la concurrence des pays émergents ne serait qu'un mauvais moment transitoire à passer mais, sauf encore une fois à s'enfermer derrière des murs étanches, il n'y a aucune chance que ça s'arrête et bien plutôt que ça empire. Du fait qu'ils nous rattrapent, nous perdons notre avance. Le déclin des anciennes nations riches est inévitable. De quoi nous promettre plutôt un appauvrissement relatif qui ne serait pas dramatique au niveau où nous en sommes si la charge en était mieux répartie alors que la concurrence des anciens pays pauvres pèse surtout sur les pauvres ici. On peut en combattre la fatalité tout aussi verbalement ou refuser la pauvreté concrètement par un revenu garanti notamment.

- La population mondiale va continuer de s'accroître : Dans la même veine, notre avenir démographique est tout tracé. Même s'il y a une incertitude sur le pic de population, il ne sera pas atteint avant 2050 au mieux. L'augmentation attendue de 2 milliards d'êtres humains en plus peut paraître raisonnable par rapport à nos 7 milliards actuels mais la tension sur les ressources va s'accroître, surtout en Afrique (sauf pandémie mortelle ou bioterrorisme) et on va continuer inévitablement à se mélanger, il va falloir s'y faire. L'autre paramètre important, c'est que la population va continuer de vieillir ce qui pose toute une série de problèmes qui vont des retraites aux questions de santé.

- Plusieurs pénuries s'annoncent et des tensions sur les prix : Le plus grave, bien sûr, c'est pour la nourriture, non qu'il soit impossible de nourrir 9 milliards d'êtres humains mais les causes des famines sont fondamentalement politiques. En tout cas les prix devraient monter au moins pour la viande. Il faut s'attendre aussi à une augmentation régulière des prix du pétrole jusqu'à ce que les énergies renouvelables n'en réduisent la demande. Ce qui va continuer d'augmenter aussi, avec tous les problèmes que cela devrait poser, c'est la température...Ce ne sont certes pas de bonnes nouvelles mais il faut bien partir de ces réalités nouvelles et cela indique malgré tout quelle devrait être la sortie de crise, conformément aux cycles de Kondratieff, par **l'inflation** (si ce n'est par une dévaluation massive ou période d'hyperinflation), permettant de se débarrasser du poids de la dette et encourageant de nouveaux investissements. On trouve pas mal de gens de gauche qui sont contre l'inflation supposée peser en priorité sur les plus pauvres alors que les périodes d'inflation se révèlent favorables aux actifs et la lutte contre l'inflation aux rentiers, occasion encore de se tromper de combat.

Les cycles de Kondratieff :

Un **cycle de Kondratiev** est un cycle économique de l'ordre de 40 à 60 ans aussi appelé *cycle de longue durée*. Mis en évidence dès 1926 par l'économiste Nikolaï Kondratiev dans son

ouvrage *Les vagues longues de la conjoncture*, il présente deux phases distinctes : une phase ascendante (phase A) et une phase descendante (phase B)

Selon Kondratiev, la phase ascendante s'accompagne progressivement d'un excès d'investissement réalisé par les entreprises pour faire face à la concurrence, ce qui provoque une hausse des prix, les industriels répercutant leurs coûts de production sur les produits, et des taux d'intérêt qui augmentent face à la forte demande de monnaie. Il s'ensuit donc un déclin de l'activité économique durant lequel les prix baissent, dû à excès d'offre et à une baisse de la demande, ainsi que les taux d'intérêts, la baisse de la consommation et des investissements entraîne une baisse de la demande de monnaie, ce qui permet une purge du système et prépare le terrain pour une nouvelle phase de croissance ¹.

Pour chacun des cycles, il identifie 3 phases :

Période d'expansion (20 ans) puis le plateau ou récession primaire (10 ans), et enfin Période de dépression (20 ans) = Phase B

Selon lui, les mouvements de l'économie ont 3 caractéristiques : Ils affectent l'ensemble des activités économiques, ils affectent tous les pays et l'indicateur pour identifier ces mouvements est le prix. (Phase A = Augmentation des prix, Phase B = Période de déflation).

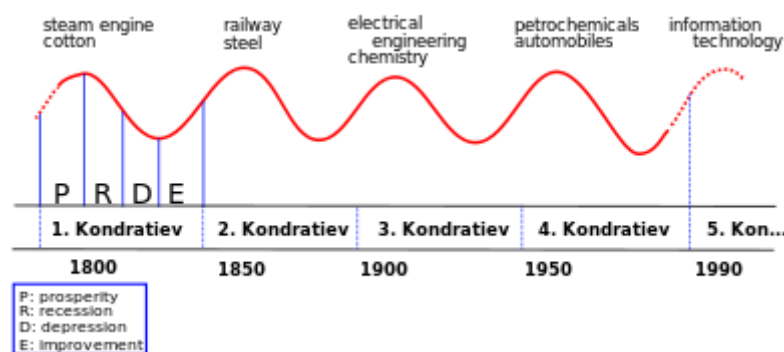
Dans ses travaux, il voit 3 cycles longs :

1er CYCLE : 1790-1849 : Phase A dure jusque 1814, Phase B 1814-1849

2ème CYCLE : 1849-1896 : Phase A dure jusque 1873 = augmentation de la production et faibles taux d'intérêts. Phase B 1873-1896 = Grande Dépression (déflation et dépression)

3ème CYCLE : 1896-... : Phase A dure jusque 1920, Phase B 1920-1945.

Il ne voit pas la fin du cycle du fait de sa déportation en camp de travaux forcés.



Peu satisfait par cette explication, Joseph Schumpeter propose une autre théorie pour expliquer l'alternance des phases A et B. Il relie les fluctuations de l'économie à l'apparition d'innovation majeures qui surviennent par « grappes » donc au progrès technique. Ainsi, selon lui, la phase A correspond à la période de diffusion et d'amortissement des nouvelles innovations. Durant cette période, la demande de biens est forte, ce qui permet une augmentation générale de la production et assure donc la croissance économique. Peu à peu, lorsque les agents économiques sont équipés en nouveaux produits, la demande baisse, alors que la concurrence entre les entreprises est de plus en plus rude. On parvient alors au point de

retournement du cycle. La phase B correspond à l'élimination des stocks, à la fermeture des entreprises et des filières les moins rentables ce que Schumpeter appelle le phénomène de « destruction créatrice » et à la préparation d'une nouvelle vague d'innovations.

Exemples

Différentes phases recensées sur la base de leurs innovations :

L'apparition des engins à vapeur

Les trains et rails

Électricité et l'apparition des voitures

Invention des avions et des appareils électroniques

Les nouvelles technologies : les semi-conducteurs qui ont produit les nouvelles applications tels que l'Internet ou les médias numériques.

Modifications récentes de la théorie de Kondratiev

La contestation des cycles longs économiques par les cycles longs politiques

La théorie des cycles longs a tendance à produire de nombreux débats durant les périodes dites de "récession économique", alors que durant les périodes de croissance longue l'intensité des débats diminue plutôt. Depuis les années 1970 et surtout 1980, les débats ont repris alors qu'ils s'étaient relativement estompés entre 1945 et 1970. Il est discutable de savoir si la période depuis 1967 (Halte à la croissance ?), 1971 (fin de la convertibilité-or du dollar), 1973 (premier choc pétrolier) est une période de récession longue. L'économie américaine a connu de forts gains de productivité ainsi qu'une période de croissance économique d'une longueur jusqu'ici inconnue, à partir des années 1980. Quant à l'Asie, elle a commencé à décoller depuis ce moment. Mais l'Europe a effectivement expérimenté des problèmes de chômage de masse et de ralentissement de la croissance très importants depuis les années 1970. Or, la théorie des cycles longs a alors connu une embellie mais dans de toutes autres directions que jusqu'ici ². Il s'agit de cycles longs politiques et non seulement économiques. Il ne s'agit pas seulement de cycles longs des opinions politiques, mais de cycles engageant le monde entier via leur dimension géopolitique. Ainsi Modelski (1983) et Goldstein (1988) font une interprétation de Kondratiev. Selon eux, existent parallèlement aux cycles longs économiques de Kondratiev des cycles hégémoniques plus longs ; un cycle hégémonique dure deux cycles de Kondratiev successifs (120 ans) selon Modelski ou deux à trois cycles (150 ans) selon Goldstein.

Nous avons vu ce qui aggravait notre sort par rapport à 1929 mais il y a sans doute plus encore qui pourrait l'adoucir, car nous ne sommes pas sans ressources pourvu qu'on ne se trompe pas d'objectifs. Parmi les points **positifs**, il y a incontestablement le développement des énergies alternatives qui ne sont pas encore prises en compte à hauteur du problème mais se développent de façon accélérée et sont une partie de la solution. Le plus important cependant, et trop minimisé par la gauche, c'est l'omniprésence du numérique avec toutes sortes de conséquences inédites qui vont du réseau global à la gratuité numérique, l'accès aux enseignements en ligne aussi bien que la saturation de l'attention qui semble condamner une croissance indispensable au capitalisme. On n'en entend guère parler à gauche, ce serait inconvenant quand on se réclame du prolétariat industriel. Pourtant, l'enjeu n'est plus du tout le salariat avec le travail immatériel qui exige d'être un travail choisi et autonome mais qui génère aussi précarité et stress en dehors de protections appropriées comme un revenu garanti. Le réflexe syndical est de s'y opposer ne faisant qu'aggraver le problème. Ce qui pourrait être une émancipation du travail forcé devient une tyrannie encore plus insupportable sans les protections appropriées. En dehors du numérique qui est appelé à prendre la place principale, il faut souligner aussi la chance d'une économie qui passe du quantitatif au qualitatif, en particulier l'agriculture biologique qui devrait prendre une part plus significative

de même que l'artisanat. Enfin, le dernier point inaperçu de tous qui doit nous donner le plus d'espoir, c'est la nécessité d'une relocalisation, y compris dans les grandes villes (qui abritent une majorité de la population humaine désormais) ce qui fait du local le bon échelon pour les alternatives et le développement humain comme pour se protéger de la globalisation, mais on préfère rêver de grands soirs qui feraient rendre gorge aux méchants capitalistes !

Il y a une telle inadéquation des processions traditionnelles de la gauche par rapport à ce qu'il faudrait faire qu'il y a de quoi désespérer, véritable cas d'école de **dissonance cognitive** entre représentation idéologique et réalités vécues. Les propositions actuelles faites par nos dirigeants sont trop microscopiques par rapport à l'ampleur du problème.

Définitions :

Mutation : La mutation, on la définit comme une « période d'entre-deux-lois », quand les frontières s'effacent conduisant à la plus totale confusion. Ainsi définie, la mutation implique une situation d'*anomie*, terme qui, dans la tradition sociologique, désigne déjà des situations très proches de ces périodes « d'entre-deux-lois ». L'état d'anomie, caractérisé par l'effacement des frontières, tant d'appartenance que de compétence, est finalement ce qui permet la mutation. On parle de Gorbatchev comme de celui, qui en pleine période de mutation, tenta de « courageusement » de diriger le mouvement. Cette lecture de la perestroïka gorbatchévienne est très discutable (on peut y voir une manifestation de ce qui fut chez nous, mais pas en Russie, la *gorbimania*). Par contre, le diagnostic de mutation pour la période qui démarre autour de 1968 en Europe et aux USA est partagé. L'un de ceux qui ont eu une grande influence dans la description de cette mutation est Gilles Lipovtsy, dans *l'Ere du vide*. Lipovtsy parle d'une mutation historique amorcée à partir des années 1920 et amplifiée depuis 1945. Rupture avec la modernité et entrée dans la postmodernité. **Crises :** Ce qui est en cause dans la crise, « c'est toujours le franchissement de cette frontière des frontières qui existe entre le sujet et la personne ». La crise, autrement dit, marque l'entrée dans l'histoire de ceux qui jusque-là en étaient exclus, soit parce qu'ils n'avaient pas accès à la personne (cas de l'adolescent) soit parce qu'ils faisaient partie de la population sans faire politiquement partie du peuple (les plébéiens de l'Antiquité, les noirs américains dans les années 1960...). Le problème est celui de la reconnaissance sociale, de l'accès à la citoyenneté.

Révolution : La révolution quant à elle, comme une négociation des frontières. Le texte n'est pas très clair, mais la distinction faite entre la révolution et la crise invite à définir la révolution comme une négociation de frontières entre ceux qui sont déjà notables (sinon, il n'y aurait aucune raison de distinguer la révolution de la crise). Le concept s'applique bien à la Révolution française dans la mesure où les délégués aux états généraux, qui s'ouvrent à Versailles le 5 mai, sont tous notables (on ne saurait désigner autrement les 578 députés du tiers-état : il n'y a parmi eux ni paysans, ni ouvriers ; presque tous sont des bourgeois, principalement des hommes de loi). Et le conflit qui intervient dès le lendemain entre les trois ordres est bien une négociation de la frontière qui les sépare (la noblesse décidant le 11 mai de faire « chambre à part » alors que le tiers lui proposait, ainsi qu'au clergé, de faire « chambre commune »). La négociation se termine (provisoirement) le 27 juin quand, à la demande du roi, le clergé et la noblesse se réunissent finalement au tiers-état, les états généraux dans leur totalité devenant alors Assemblée nationale.

Conclusion: Ceci n'est pas une crise... c'est une mutation

Le regard que l'on porte aux choses à l'instant présent est fondamental pour le temps à venir. Y voir une crise est anxiogène, c'est le royaume de la peur, des angoisses. Y voir une mutation est nettement plus serein, plus constructif, plus optimiste. Dans un cas, on est en réaction, en défense, et dans l'autre, on se situe dans l'action, dans l'attaque.

Nous ne voyons pas clair actuellement parce que nous regardons avec nos yeux d'hier une réalité qui nous demande de la regarder avec nos yeux de demain. Or, la majorité de nos "penseurs/influenceurs" actuels, qui disposent de porte-voix importants, sont d'un autre temps. Ils considèrent l'industrie avec le regard du XIXe siècle, l'énergie avec le regard du milieu du XXe siècle, la communication avec le regard publicitaire des années 80...

L'époque est à la rupture des paradigmes établis. Les basiques sont remis en cause, partout et pour tout. Ces leaders d'opinion sont donc dans l'incapacité de nous guider, ne disposant pas des nouvelles clés nous permettant d'ouvrir les bonnes portes... ou les bonnes fenêtres ! Or les nouveaux penseurs, les nouveaux exemples, sont là, bien là. Et depuis de nombreuses années. Ils/elles ont défriché les terrains, les connaissances, testé leurs idées pour valider leur efficacité au regard de l'expérience.

Les deux problèmes centraux, décisifs, sont démographiques et écologiques.

Que les politiques écologiques trouvent le gros de leurs partisans dans les pays riches ne doit rien au hasard : les pauvres souhaitent plus de développement, pas moins.

Du point de vue écologique, si l'humanité doit avoir un avenir, le capitalisme des Décennies de crise ne saurait en avoir.

Trois aspects de l'économie mondiale sont alarmants : la technique continue à chasser la main d'œuvre de la production de biens et de services; la mondialisation déplace l'industrie vers les pays à bas salaires; l'économie mondiale est un moteur de plus en plus puissant et incontrôlé.

La Première Guerre mondiale a été l'événement crucial dont a découlé tout le XXe siècle. La mutation actuelle est sans doute l'événement crucial dont découlera tout le XXIe siècle.

Bibliographie :

1-Croissance, Crises et mutations économiques, Roland Couture, Editeur L'Harmattan

2-La crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale, Laurent Davezies, Editeur Seuil : La république des idées

3-Misère de la pensée économique, Paul Jorion, Editeur : Fayard

4-L'ère du vide, Gilles Lipovetsky, Editeur Gallimard

5- Le système monde, Edgar Morin